

Énoncé de valeurs

Des clés pour mon intégration à Gatineau



Table des matières

Bienvenue à Gatineau!	3
En quoi l'apprentissage des valeurs peut-il m'aider?	4
Des valeurs à partager	5
1. Un contrat social commun	6
2. Des droits, mais aussi des responsabilités	6
3. Le français, langue commune	7
4. L'intolérance face à la violence (verbale, psychologique, physique ou sexuelle)	8
5. L'autonomie financière	9
6. Des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes	10
7. Les enfants constituent notre bien le plus précieux	11
8. L'accès à l'éducation pour tous	12
9. Le respect de la propriété privée et des biens d'autrui	12
10. La liberté d'expression, de choix et d'idéologie	13
11. La religion, une affaire privée	14
12. L'hygiène, la salubrité et la qualité de vie	15
13. Le respect des conventions et des engagements	16
14. La ponctualité	17
15. Le respect et l'assistance aux plus démunis	18
16. L'inclusion et la lutte contre le racisme et autres formes de discrimination	19

Ce document a été préparé par la Section de la diversité culturelle du Service des arts, de la culture et des lettres de la Ville de Gatineau avec la collaboration du Service des communications. La reproduction du contenu de cette publication est interdite sans l'autorisation écrite du Service des arts, de la culture et des lettres de la Ville de Gatineau.

Gatineau, Québec, octobre 2011 ISBN 978-2-920961-39-5

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2011

Bienvenue à Gatineau!

La Ville de Gatineau souhaite la bienvenue à toutes les personnes qui ont décidé de s'y établir et de devenir des Gatinoises et des Gatinois. Notre communauté s'enorgueillit de la richesse de sa diversité culturelle alors que plus d'une centaine de pays d'origine différents forment sa population.

Ce petit livret a été conçu pour vous aider à réaliser pleinement votre projet d'intégration. Vous y retrouverez certaines valeurs essentielles que partage généralement l'ensemble des Canadiens et des Québécois et qui tissent

les liens sociaux entre nos citoyens. Ce document de référence a été réalisé dans le but de vous permettre de comprendre comment interagir dans la société à laquelle vous venez de vous joindre. Nous vous invitons donc à en prendre connaissance et à le partager avec vos proches.

En quoi l'apprentissage des valeurs peut-il m'aider?

La nature des rapports que nous entretenons avec les autres dépend d'un ensemble de règles écrites ou transmises oralement, de façon officielle ou non, où chacun se reconnaît comme membre d'une collectivité donnée. Des choses simples de la vie pourront paraître évidentes pour certains alors qu'elles pourront en surprendre d'autres. Par exemple, l'humour peut différer d'une culture à l'autre, mais également l'expression des sentiments, les relations de courtoisie, la hiérarchie au travail, les normes qui régissent le bruit ou l'hygiène, l'importance et la façon d'éduquer les enfants, les relations conjugales et d'amitié, le partage de la richesse, la notion de participation citoyenne, les priviléges accordés au statut social, etc. Sans mettre de côté nos origines, une adaptation s'avère toujours nécessaire pour évoluer dans un nouveau contexte. Quand on comprend le contexte social dans lequel on a choisi de vivre, on peut s'y développer et y participer pleinement.

Des valeurs à partager

Le choix du Canada et du Québec comme lieux de résidence se justifie en grande partie par des valeurs telles que la liberté, la démocratie, la justice et le respect d'autrui. Beaucoup d'immigrants désirent, dès leur arrivée, faire partie de cette société et adhérer à ces valeurs qui ont motivé leur choix. Les relations entre les citoyens de Gatineau sont fortement imprégnées de ces valeurs. De là l'importance de bien comprendre le système de valeurs dans lequel on va évoluer.

Un contrat social commun

Tout en reconnaissant des identités propres, les membres de la société dans laquelle vous vous installez s'attendent à ce que vous partagiez les règles et les fondements qui lui ont permis de se développer et de partager avec vous sa richesse. En fait, il paraît essentiel que le nouveau citoyen tienne compte de ce qui existe au moment de son arrivée et démontre sa volonté d'y contribuer et d'y participer. Dans ce sens, les échanges interculturels et le dialogue sont favorisés à Gatineau par une multitude d'activités et le nouveau citoyen est invité à s'installer partout sur le territoire, favorisant ainsi la mixité et l'inclusion.

Des droits, mais aussi des responsabilités

Les Gatinois se démarquent par leur accueil ainsi que leur ouverture à la différence et chacun s'attend à ce que tout nouveau citoyen soit traité avec respect et équité et puisse être en mesure de bénéficier des droits et des priviléges auxquels il a droit. En retour, la société s'attend à ce que tous les citoyens, quelles que soient leurs origines ou leurs croyances, contribuent à la société en y assumant leurs responsabilités, notamment par le respect des valeurs et des normes qui y prévalent. Se renseigner sur les façons de faire habituelles, les règlements et les lois permettra une intégration harmonieuse, tout en évitant de mauvaises perceptions ou interprétations qui pourraient générer des conflits dans votre nouveau milieu de vie.

Le français, langue commune

La ville de Gatineau est située au Québec dans une province francophone. L'apprentissage du français est donc primordial pour être en mesure de bien communiquer et s'intégrer dans notre communauté. C'est la responsabilité du nouveau citoyen de faire les efforts nécessaires pour y parvenir alors que plusieurs options lui sont offertes à cet effet. Votre entourage vous sera reconnaissant de faire tout en votre mesure pour interagir plus facilement dans votre nouvelle société d'adoption. Saisissez toutes les occasions de mettre en pratique vos nouvelles connaissances dans vos gestes quotidiens et auprès de votre voisinage. Ce sera fort apprécié et pourrait vous aider à vous créer un réseau de contacts.

L'intolérance face à la violence (verbale, psychologique, physique ou sexuelle)

L'expression de la violence est perçue négativement et est non tolérée dans notre société. Qu'elle se présente sous forme d'agression physique ou sexuelle, d'insultes, de menaces, d'oppression, de contrainte abusive ou autre, qu'elle s'applique dans la sphère publique, privée, familiale, conjugale, au travail ou lors de transactions commerciales, elle risque de faire l'objet de plaintes auprès des services de police ou de protection de l'enfance, de l'employeur, de l'école, des services sociaux et même d'engendrer des interventions judiciaires.

Des motifs dits d'us et coutumes, de droits ancestraux, de sauvegarde de l'honneur, d'éducation, de rapports d'autorité, de maladie physique, de perte d'emploi, de culture ou de religion ne sont généralement pas acceptables ni reconnus. De plus, nul citoyen n'est autorisé à se faire justice soi-même. Le port et l'utilisation d'armes sont également réglementés.

Il importe de faire attention à certains comportements ou attitudes qui pourraient paraître harcelants ou offensants dans les rapports avec les autres comme l'insistance extrême ou la négociation à outrance, la pression indue, l'offre de pots-de-vin et les gestes disgracieux. Loin de vous aider à obtenir ce que vous désirez, cela pourrait couper les ponts, générer des conflits, provoquer l'exclusion et même avoir des conséquences judiciaires dans certains cas.

L'autonomie financière

Au Québec, la notion du travail est inculquée dès la jeunesse. Ainsi, la plupart des jeunes (de familles moins nanties ou plus aisées) qui atteignent l'âge réglementaire essaient de se trouver un petit emploi en échange duquel ils peuvent être rémunérés. Ceci leur permet de prendre certaines responsabilités et d'acquérir certaines compétences et expériences en milieu de travail. On tente également de leur inculquer la notion de partage des tâches à la maison.

Il n'est donc pas surprenant que des jeunes travaillent et étudient à la fois et que notre société voit le travail comme un objectif à atteindre pour s'assurer d'une certaine autonomie

financière. Les études et les formations offertes et les conseils prodigués par la famille iront généralement dans ce sens. Conscients que les premiers pas peuvent être difficiles, les citoyens ont néanmoins le plus grand respect pour les personnes qui feront tous les efforts nécessaires, même s'il faut parfois recommencer au bas de l'échelle, pour se trouver un emploi et contribuer ainsi, à son tour, à l'économie et au développement de Gatineau. Ainsi, l'immigration est perçue comme un facteur de richesse pour la société.

Des rapports égalitaires entre les femmes et les hommes

Au cours de l'histoire du Québec, les femmes ont obtenu chèrement le droit à l'égalité entre les sexes et cette valeur est fortement défendue et assumée dans notre société et soutenue par l'État. Donc, tout message, comportement ou attitude, pour quelque motif que ce soit, qui pourrait être perçu comme un retour en arrière risque de susciter la controverse et la réprobation sociale. Ainsi, les femmes et les hommes se voient offrir les mêmes occasions et les mêmes chances dans toutes les sphères de la vie. Par exemple, ils ont le même accès à l'éducation supérieure ainsi qu'à des postes de gestion, à la propriété privée, à l'autorité parentale, au droit de vote et peuvent également se porter candidats lors d'élections. Dans les lois et les règlements, il n'y a aucune préséance de droit d'un sexe sur l'autre, même dans la sphère privée. À ce titre, la Ville de Gatineau compte plusieurs femmes au sein de son conseil municipal et offre l'égalité des chances aux femmes et aux hommes pour des emplois au sein de la municipalité.

Les enfants constituent notre bien le plus précieux

Quelle que soit la société dans laquelle nous avons évolué, cette valeur qui est généralement reconnue par tous peut toutefois s'exercer différemment d'une culture à l'autre. Au Québec, même si l'autorité parentale est reconnue par l'État, elle doit s'exercer dans un cadre qui favorisera le développement et le plein épanouissement de l'enfant. Des lois régissent les situations qui nuiraient à ce développement comme l'abus de pouvoir ou de confiance, les punitions excessives, les sévices corporels et sexuels, la séquestration, la négligence, le travail forcé, l'humiliation, la malnutrition volontaire, le refus de soins de santé, le refus d'accès aux services d'enseignement reconnu et des traitements inégalitaires pouvant entraîner des séquelles ou des injustices. Même si toutes ces situations ne sont pas toujours régie légalement, elles pourraient faire l'objet d'interprétation négative et de jugement sévère de la part de l'entourage.

Dans le cas où l'on est témoin d'une telle situation, c'est notre devoir de citoyen de protéger les enfants.

L'accès à l'éducation pour tous

L'éducation est le moyen privilégié pour s'outiller et développer des compétences qui feront de nous des citoyens responsables en mesure d'assurer la relève dans différentes sphères de la société. Pour cela, l'accès à des programmes de qualité est offert à tous et notre système priviliege l'émancipation et la reconnaissance de l'effort et du talent. La scolarisation des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans est une obligation et les parents ont le devoir d'inscrire et de s'assurer de la présence de leurs enfants dans un programme scolaire reconnu par le ministère de l'Éducation du Québec.

Le respect de la propriété privée et des biens d'autrui

Nous vivons dans une société où certains partages et échanges de biens et de services peuvent être chose courante comme le prêt d'outils entre amis et voisins, mais ceux-ci doivent toujours être effectués avec l'autorisation préalable du propriétaire. Chaque citoyen doit également s'assurer que ces actions ne dérangeront pas la paix et la quiétude de son voisinage. Le respect des biens publics et individuels favorisera également des relations de bon voisinage et une perception positive du nouvel arrivant.

La liberté d'expression, de choix et d'idéologie

Cette valeur est fondamentale dans notre société et elle est appliquée pour tous les citoyens et dans les médias. Elle est régie en bonne partie par nos lois et nos règlements et s'applique généralement dans un cadre qui ne brimera pas la liberté ou les droits d'autrui. Le nouveau citoyen peut être surpris, de prime abord, de voir, par exemple, des personnes manifester publiquement leur désapprobation, des travailleurs déclarer la grève, des journalistes critiquer ouvertement le gouvernement... Tant que ces situations s'exerceront dans un cadre non violent et respectueux des réglementations, elles sont permises par notre système démocratique et ne devraient pas engendrer de conséquences fâcheuses ou de répression.

La religion, une affaire privée

Au Québec, depuis les années 1970, période dite de la Révolution tranquille, certaines institutions ont été remises en question, dont la place occupée par la religion dans la sphère publique. Les citoyens s'attendent donc à ce qu'aucun principe ou rite religieux n'ait préséance sur les lois et les règlements en vigueur. Par contre, ils respectent généralement la diversité des pratiques confessionnelles auxquelles s'associent certains citoyens pourvu qu'elles ne viennent pas brimer la liberté ou l'accès à des services chez les autres et respectent les réglementations.

Parallèlement, la sollicitation et l'endoctrinement religieux ne sont souvent pas très bien perçus, notamment lorsque cela s'adresse à des non-pratiquants.

Ici, la notion de liberté dans le choix religieux ou de la laïcité est considérée comme une affaire personnelle ou privée qui ne doit pas être imposée par la contrainte. Il paraît également inapproprié d'occuper l'espace public pour y tenir des événements ou des rituels religieux étant donné que les citoyens considèrent que ces lieux qui n'ont pas été désignés à cette fin leur appartiennent alors qu'ils contribuent à leur développement et leur entretien (taxes municipales, provinciales, etc.).

L'hygiène, la salubrité et la qualité de vie

Soucieuse de sa santé et de son bien-être, la société québécoise a adopté, au fil du temps, des comportements individuels et sociaux favorisant de saines habitudes de vie et le respect de l'environnement. Ainsi, les citoyens porteront une attention particulière à la propreté, l'hygiène corporelle et la salubrité des lieux publics et privés. Le respect de la qualité de vie d'autrui fait également référence à des facteurs dérangeants ou nuisibles comme le bruit et différentes odeurs perçues désagréables comme la fumée de cigarette, les odeurs d'usines et de moteurs ainsi que les odeurs fortes émanant de la cuisson. Dans certains cas et particulièrement à l'école, en appartement et au travail, il faudra prendre en compte cette valeur qui est fortement ancrée socialement et pourrait provoquer, dans certains cas, jusqu'à l'isolation ou l'exclusion.

Le respect des conventions et des engagements

Au cours de différentes actions et étapes de notre vie, nous serons appelés à consentir à une forme d'engagement qui peut se traduire par un contrat ou une entente écrite ou verbale. Dans certains cas, l'engagement verbal peut être considéré comme aussi valable qu'un engagement écrit. Il faut donc être conscient de ce fait lorsque l'on s'engage, par exemple, dans un bail, une vente, une location quelconque, un pari ou une promesse d'achat. Le non-respect d'une convention entre deux personnes pourrait être perçu comme un manque d'intégrité ou d'honnêteté et entacher la réputation.

14

La ponctualité

Nous évoluons dans une société qui attache une importance particulière à la ponctualité.

Ainsi, les citoyens et les personnes que vous devrez rencontrer s'attendront à ce que vous vous présentiez à l'heure du rendez-vous convenu et même quelques minutes à l'avance pour ne pas retarder votre hôte. Dans le travail, les retards répétés ou non justifiés pourraient également être considérés comme des motifs de congédiement.

Donc, en toute circonstance, il est conseillé de prendre un rendez-vous et de se présenter au moins cinq minutes avant l'heure convenue. Pour cela, il vous faudra également vous habituer à ajuster vos déplacements en fonction de notre climat plus rigoureux en hiver. Le fait qu'il pleuve, qu'il neige ou encore le grand froid ne sont généralement pas retenus comme justification valable si rien de majeur ne limitait vos déplacements.

Le respect et l'assistance aux plus démunis

L'État et la communauté se sentent concernés par la situation de leurs citoyens. Par exemple, de l'aide financière et en services a été prévue par le gouvernement et les organismes communautaires pour aider les plus démunis. L'utilisation des banques alimentaires et le recours à une assistance financière sont réservés pour ces personnes.

Comme les quantités sont limitées, il est bien perçu que les personnes qui en ont les moyens puissent voir elles-mêmes à leurs besoins et ceux de leur famille. Le citoyen a le devoir moral de porter assistance (en référant notamment aux organismes compétents) dans des situations où la vie ou l'intégrité d'une personne ou de sa famille serait menacée.

L'inclusion et la lutte contre le racisme et autres formes de discrimination

Gatineau a proclamé plusieurs fois son engagement face à cette valeur fondamentale et fait la promotion de l'inclusion et de la lutte contre le racisme et la discrimination. Elle se présente comme une ville ouverte à la diversité et s'assure que tous les citoyens, quelles que soient leur origine, leur langue, leur couleur de peau, par exemple, soient bien reçus et servis dans leur communauté et profitent des mêmes droits.

La Ville prévoit également des mesures d'accessibilité et favorisant la mobilité pour les personnes avec un handicap.

Les crimes haineux, les injustices et les traitements discriminatoires sont socialement réprimés et désapprouvés au sein de la population et des personnes qui œuvrent au sein de la ville de Gatineau.

Remerciements

La Ville de Gatineau tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce document ainsi que le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec pour leur soutien financier.

*Immigration
et Communautés
culturelles*

Québec 

• Ministère de la Culture, des Communications
et de la Condition féminine